

Tartuffe

Par [Laurent Joffrin](#) — 5 décembre 2017 à 20:26

Édito

Voilà une liste noire qui ne nous fera pas voir la vie en rose. En matière fiscale, s'entend. Soumis à la règle de l'unanimité, les Européens, pour aboutir coûte que coûte à un accord, ont soigneusement évité de balayer devant leur porte. Certes, tout n'est pas sombre dans cette affaire. Dans les limites de l'épuration, il faut saluer le progrès accompli par l'Union : elle a accepté de désigner - à l'extérieur de l'Europe - les pays «*non coopératifs*» dont les agissements cyniques permettent à tant de contribuables inciviques et à tant de multinationales accros à l'optimisation de priver les Etats des impôts qui leur sont dus, reportant automatiquement la charge des dépenses publiques sur ceux qui paient benoîtement leur écot. Cette mise à l'index est tout sauf agréable : on peut espérer - naïvement ? - que les cibles désignées chercheront à en sortir. Il faudrait pour cela que les pays signataires joignent le geste à l'écriture. Techniquement, rien ne le leur interdit. Quand un grand pays parle, les petits paradis fiscaux écoutent. Il suffirait de retirer à quelques banques leur habilitation si elles entretiennent avec les pirates du fisc des liens trop étroits. Cela ferait réfléchir les autres. Mesure bolchevique ? Certainement pas : cela s'est déjà fait, avec succès. Mais il faudrait aussi donner soi-même l'exemple. En ne citant ni Malte, ni Jersey, ni Guernesey, ni l'Irlande ni les Pays-Bas, les Européens ont endossé le costume de Tartuffe. Ils ont prêché la bonne parole (c'est mieux que la mauvaise...), mais pour les autres. Salutaire, la liste n'est certainement pas à la hauteur du scandale déclenché par les révélations des Paradise Papers. Comme leur nom l'indique, ces paradis sont en fait des tigres de papier qui ne résisteraient pas à une action énergique. Encore faut-il le vouloir. Pour attendre encore, il n'y a que de mauvaises raisons.